

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2026-025 du 27 AVR. 2026
portant prescriptions complémentaires**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

**Société GRID SOLUTIONS SAS
Commune d'Aix-les-Bains**

La préfète de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, et notamment son titre 1^{er} des parties réglementaires et législatives du livre V et plus particulièrement ses articles R. 181-45 et R.181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'annexe R.511-9 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter un établissement de fabrication de matériel électrique haute tension du 10 mars 2006 à AREVA T. ET D. SA ;

VU l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 23 octobre 2008 relatif à la modification des installations ;

VU l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 06 février 2009 relatif à la gestion de la pollution du sous-sol identifiée et à la réhabilitation du site industriel ;

VU l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 13 août 2009 relatif à la réalisation d'un diagnostic de la contamination par les polychlorobiphényles des sédiments présents dans le réseau d'eaux pluviales et dans le réseau d'eaux usées ;

VU l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 19 septembre 2024 relatif à la surveillance de la qualité des eaux du Tillet ;

VU l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 19 décembre 2025 relatif à la modification des installations ;

VU le rapport LYO-DIV-25-14121E établi par AECOM le 25 avril 2025 dans le cadre de la première campagne de surveillance des eaux du Tillet ;

VU le rapport du 18 juin 2025 de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes ;

VU le rapport LYO-DIV-25-14404A établi par AECOM le 1^{er} août 2025 dans le cadre de la seconde campagne de surveillance des eaux du Tillet ;

VU le rapport LYO-DIV-25-14441B établi par AECOM le 4 septembre 2025 dans le cadre de la troisième campagne de surveillance des eaux du Tillet ;

VU le rapport PAR-DIV-25-31624A établi par AECOM le 29 septembre 2025 dans le cadre de la quatrième campagne de surveillance des eaux du Tillet ;

VU le rapport PAR-DIV-25-31795B établi par AECOM le 26 novembre 2025 dans le cadre de la cinquième campagne de surveillance des eaux du Tillet ;

VU le rapport PAR-DIV-25-31898A établi par AECOM le 3 décembre 2025 dans le cadre de la sixième campagne de surveillance des eaux du Tillet ;

VU le rapport PAR-DIV-26-32043A établi par AECOM le 8 janvier 2026 dans le cadre de la septième campagne de surveillance des eaux du Tillet ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes du 18 mars 2026 établi à la suite de la visite d'inspection du 4 février 2026 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires transmis à l'exploitant par courrier du 3 avril 2026 ;

VU les observations apportées en réponse par l'exploitant dans son courrier du 17 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prescrire les mesures nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'une surveillance de la qualité des eaux du Tillet a été prescrite ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de poursuivre et de renforcer la surveillance actuelle de la qualité des eaux du Tillet ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 19 septembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que la société GRID SOLUTIONS a été invitée à faire part de ses observations à la préfète de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception du projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire prévue à l'article R. 181-45 ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°ICPE-2024-082 portant prescriptions complémentaires du 19 septembre 2024 sont abrogées et remplacées par les prescriptions du présent arrêté préfectoral.

Article 2 :

La société GRID SOLUTIONS SAS, autorisée à exploiter un établissement de production de matériel électrique de haute tension sis 1 rue Paul Doumer sur le territoire de la commune d'Aix-les-Bains (73100), est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

Article 3 : Synthèse des premiers résultats d'autosurveillance et des données bibliographiques existantes :

Sous les délais précisés ci-après, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées et au comité d'informations défini au travers de l'article 9 du présent arrêté, un rapport de synthèse des premiers résultats de l'autosurveillance de la qualité des eaux du Tillet mise en place en amont et en aval du site industriel en 2025, des résultats de la surveillance des eaux souterraines, et des données bibliographiques existantes.

Sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, ce rapport comportera les éléments suivants :

- les résultats de la surveillance des sédiments de surface (matières en suspension) réalisée depuis 2025, disponibles à fin avril 2026 ;
- une analyse critique sur la représentativité de la localisation des points de prélèvements, notamment au vu des arrivées « extérieures » dans le cours d'eau canalisé ;
- les informations relatives aux potentielles origines de PCB pouvant être présents dans les rejets d'eaux pluviales du site industriel ;
- la tendance des évolutions de la concentration en PCB dans les sédiments de surface (matières en suspension) présents dans les eaux du Tillet à l'amont et à l'aval du site industriel ;
- les premiers éléments de conclusion suite à la réalisation des premières campagnes de prélèvements et d'analyses réalisées en 2025 et en 2026 en application de l'arrêté du 19 septembre 2024 susvisé ;
- une étude préliminaire des solutions permettant de traiter les rejets de PCB dans les eaux pluviales du site qui se rejettent dans le Tillet. Les niveaux d'efficacité attendus des différentes solutions seront précisés.

Sous un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, ce rapport sera complété afin d'intégrer :

- la synthèse des données bibliographiques relatives aux PCB disponibles et des données historiques spécifiques au site (sols, eaux souterraines et eaux de surface) pour la période 2008 – 2026 ;
- la comparaison de ces données avec les niveaux de fond anthropiques nationaux, dans le cas où de telles données seraient disponibles, et avec toutes les valeurs de référence utiles.

Article 4 : Poursuite de la surveillance de la qualité des eaux du Tillet :

L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux du Tillet en amont et en aval de son site.

➤ Prélèvement et échantillonnage :

La surveillance de la qualité des paramètres chimiques des eaux du Tillet portera sur les sédiments de surface (matières en suspension) charriés par ce dernier. Des pièges permettront de collecter ces sédiments de surface sur la période de prélèvement.

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons seront conformes aux normes en vigueur, lorsqu'elles existent.

Le volume complet de particules piégé sur la période de prélèvement devra être transféré du piège au flacon destiné à l'analyse.

Sous réserve du respect des périodes de prélèvements mentionnées ci-dessous, l'exploitant s'efforcera de relever chacun des pièges à sédiments au maximum 48 heures après la fin d'un épisode de pluie caractérisé par une lame d'eau supérieure ou égale à 10 mm sur 12 h.

➤ Réseau de surveillance :

Un réseau de surveillance actualisé sera proposé par l'exploitant et transmis, pour avis, à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après la notification du présent arrêté préfectoral.

Ce réseau de surveillance comportera en particulier des points de prélèvements en amont et en aval immédiat du site. Ces points de prélèvements seront implantés au plus près des limites du site industriel afin d'évaluer les éventuels apports existants au droit site.

Cette autosurveillance sera mise en place au plus tard un mois à compter de la réception de l'avis favorable de l'inspection des installations classées.

➤ Nature et fréquence des analyses :

Le programme analytique comportera l'analyse, sur les sédiments de surface (matières en suspension) prélevés, des 7 polychlorobiphényles indicateurs (PCBi) suivants : PCB 28, PCB 52, PCB 101, PCB 118, PCB 138, PCB 153 et PCB 180.

L'exploitant procédera également à une analyse de la granulométrie des sédiments de surface prélevés.

Les analyses seront réalisées selon les normes en vigueur.

La périodicité des analyses des sédiments collectés sera :

- mensuelle durant une période de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral complémentaire ;
- trimestrielle par la suite.

➤ Transmission des résultats :

Les résultats des analyses seront transmis à l'inspection des installations classées et au comité d'informations défini au travers de l'article 9 du présent arrêté au plus tard un mois après le relèvement des pièges, avec systématiquement les commentaires et interprétations de l'exploitant.

Article 5 : Surveillance des rejets d'eaux pluviales :

L'exploitant est tenu de mettre en place une surveillance afin de caractériser au mieux la qualité des sédiments de surface (matières en suspension) présents dans les eaux pluviales au droit de chaque point de rejet d'eaux pluviales du site industriel dans le Tillet canalisé (5 points identifiés à ce jour).

➤ Protocole et réseau de surveillance :

Un protocole de surveillance (points de mesures, matériel, fréquence de prélèvement et d'analyse, conditions météorologiques, méthode d'analyse, limite de quantification, etc.) sera proposé par l'exploitant et transmis pour information à l'inspection des installations classées et au CISALB² au plus tard un mois après la notification du présent arrêté préfectoral.

Cette surveillance complémentaire sera mise en place au plus tard 3 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral complémentaire.

➤ Nature et fréquence des analyses :

Le programme analytique comportera l'analyse des 7 polychlorobiphényles indicateurs (PCB) suivants : PCB 28, PCB 52, PCB 101, PCB 118, PCB 138, PCB 153 et PCB 180.

L'exploitant procédera également à une analyse de la granulométrie des sédiments prélevés.

Les analyses seront réalisées selon les normes en vigueur.

La périodicité des analyses des sédiments de surface (matières en suspension) collectés permettra de réaliser au minimum 3 campagnes de prélèvements et d'analyses sous un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

➤ Transmission des résultats :

Les résultats des analyses seront transmis à l'inspection des installations classées et au comité d'informations défini au travers de l'article 9 du présent arrêté au plus tard un mois après le recueil des échantillons, avec systématiquement les commentaires et interprétations de l'exploitant.

Article 6 : Analyses complémentaires

Un plan d'analyses complémentaires aux surveillances susmentionnées sera proposé par l'exploitant et transmis pour information à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après la notification du présent arrêté préfectoral.

Ce plan consistera à acquérir des données complémentaires permettant d'évaluer la quote-part des rejets diffus de PCB du site industriel dans le flux de PCB transitant dans le Tillet. Il précisera :

- la localisation des points de prélèvement ;
- les matrices que l'exploitant prévoit d'investiguer ;
- les protocoles de prélèvement ;
- les dates ou périodes prévisionnelles des prélèvements (sachant qu'une même matrice pourra être investiguée à plusieurs reprises) ;
- les paramètres qui, outre les 7 PCB_i, seront analysés.

Les premiers prélèvements seront effectués dans un délai de 2 mois à compter de la réception de l'avis favorable de l'inspection des installations classées.

Les résultats des analyses seront transmis à l'inspection des installations classées et au comité d'informations défini au travers de l'article 9 du présent arrêté au plus tard un mois après le recueil des échantillons, avec systématiquement les commentaires et interprétations de l'exploitant.

² Comité intersyndical pour l'assainissement du lac du Bourget, entité réglementairement en charge de la gestion des milieux aquatiques sur ce secteur

Article 7 : Nouveau rapport de synthèse :

Sous un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées et au comité d'informations défini au travers de l'article 9 du présent arrêté un rapport de synthèse actualisé (par rapport au document prescrit à l'article 3) présentant l'ensemble des résultats d'autosurveillance et d'analyses disponibles et des données bibliographiques existantes.

Le rapport présentera les conclusions déductibles de l'ensemble des données collectées. Il s'efforcera également d'évaluer la quote-part des rejets diffus de PCB du site industriel dans le flux de PCB transitant dans le Tillet.

Article 8 : Étude technico-économique :

Sous un délai de 3 mois à compter de la transmission du rapport de synthèse actualisé, et sous réserve de ses conclusions, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une étude technico-économique des solutions envisageables afin de réduire les rejets de PCB du site industriel dans le Tillet, et d'atteindre, pour chaque solution, un objectif donné s'agissant de la concentration en PCB dans les rejets d'eaux pluviales du site.

Une analyse du rapport coûts/bénéfices, de la faisabilité technique et de la comptabilité réglementaire de la ou des solutions identifiées sera présentée au travers de cette étude.

Article 9 : Comité d'information

Un comité technique relatif aux investigations réalisées en matière de pollution aux PCB issue du site exploité par GRID SOLUTIONS est mis en place. Il a pour objectif de partager les informations et données disponibles et orienter les suites opérationnelles à leur donner.

Le comité est animé par l'unité interdépartementale de la DREAL.

Ce comité d'information réunit l'exploitant, les services de l'État et le CISALB.

Ce comité est réuni pour la première fois pour une restitution, par l'exploitant, du rapport de synthèse prescrit à l'article 3 du présent arrêté. Il se réunit ensuite pour la restitution du rapport de synthèse actualisé et de l'éventuelle étude technico-économique prescrits aux articles 7 et 8.

Article 10 – Notification :

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Article 11 – Publicité :

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de d'Aix-les-Bains pendant une durée minimum d'un mois. Le maire d'Aix-les-Bains fera connaître par procès-verbal adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de 4 mois.

Article 12 – Délais et voies de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par :

1° les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 13 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie et Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée, pour information, au président de l'établissement public de coopération intercommunale « Grand Lac – communauté d'agglomération ».

La préfète,


Pour la Préfète et par délégation,
Le secrétaire général,
Julien PAILHERE